



MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION
DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Le Ministre d'État

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT,
MINISTRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMET A
LA REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU GROUPE THEMATIQUE SECTORIEL
CLIMAT DES AFFAIRES, PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE, PROMOTION DES
INVESTISSEMENTS ET DE L'EMPLOI DU 19 FEVRIER 2026 AU FLEUVE CONGO
HOTEL**

Excellences Messieurs les Vice-Premiers Ministres,
Messieurs les Ministres d'Etat,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires
Techniques au Développement,
Monsieur le Coordonnateur de la Cellule Climat des Affaires de la
Présidence de la République,
Monsieur le Conseiller Principal en Charge du Climat des Affaires à
la Primature,
Messieurs les Secrétaires Généraux et Hauts Cadres de
l'Administration Publique,
Monsieur le Président de la FEC,
Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux et Coordonnateurs
des structures étatiques,
Madame la Directrice Générale de l'ANAPI,
Mesdames et Messieurs les Délégués du Secteur Privé,
Mesdames et Messieurs les experts,
Distingués invités en vos titres et qualités respectifs,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec un sens profond de responsabilité que je prends la parole ce jour, à l'occasion de cette réunion du Comité de Pilotage du Groupe Thématique Sectoriel Climat des Affaires, Partenariat Public-Privé, Promotion de l'Investissement et de l'Emploi.

Ainsi, je voudrais commencer par vous remercier d'avoir rehaussé de votre présence cette activité, preuve suffisante de l'importance que vous accordez à notre engagement collectif (Gouvernement, administration publique, Partenaires Techniques et Financiers, secteur privé et société civile) à travailler sans relâche, dans un élan de mutualisation des efforts, en vue de l'amélioration de l'environnement des affaires.

Essentiellement consacrée à l'analyse du Rapport B-Ready 2025 de la Banque Mondiale publié le 29 décembre 2025, cette réunion revêt une importance particulière dans la mesure où elle nous permet de confronter nos efforts d'amélioration du climat des affaires aux réalités de terrain telles que vécues au quotidien par les opérateurs économiques.

En effet, comme vous le savez bien, l'amélioration du climat des affaires constitue une priorité stratégique du Gouvernement. Elle s'inscrit pleinement dans la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, visant à faire de la République Démocratique du Congo une économie émergente, diversifiée, attractive et compétitive.

C'est aussi l'occasion de relever, d'ores et déjà, qu'en souscrivant à la cotation B-Ready, autant que celles d'autres Agences de notation comme Moody's, Standard & Poor's et autres, le Gouvernement de la République Démocratique a levé l'option audacieuse de se soumettre à la compétitivité internationale, avec comme objectif de porter aux standards internationaux, les outils qu'il mobilise pour attirer et pérenniser les investissements sur son territoire à l'instar d'autres Etats.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Distingués invités en vos titres et qualités respectifs,**

Le Rapport Business Ready ou B-Ready 2025 a mis en exergue 101 économies du monde en fonction des réformes mises en œuvre et des efforts consentis dans le processus d'amélioration du climat des affaires.

Il est, sur le plan international, un miroir, un indicateur et un baromètre du processus d'amélioration du climat des affaires, permettant d'évaluer les efforts réels consentis par les Etats pour assainir leur environnement des affaires et pour promouvoir la compétitivité et le développement du secteur privé, synonyme de création d'emplois et des richesses.

La publication de ce rapport doit nous interpeller à plus d'une raison. D'une part, du fait qu'il met notre pays en compétition avec plusieurs autres économies dans la région et en Afrique subsaharienne et, d'autre part, du fait qu'il donne une indication, sur le plan mondial, de notre engagement mutuel à rendre notre environnement des affaires et notre pays plus compétitif et plus attractif aux investisseurs.

En effet, il s'agit d'un exercice qui met l'accent non seulement sur le cadre réglementaire, mais également sur l'efficacité des services publics, la qualité de la mise en œuvre des réformes et l'expérience réelle des opérateurs économiques.

Pris comme tel, nous accueillons ce Rapport à la fois comme un défi et comme une opportunité.

Défi dans la mesure où il nous permet de nous rendre compte de nos faiblesses que sont entre autres :

- la complexité administrative ;
- les lenteurs procédurales ;
- et les contraintes liées à la gouvernance.

Opportunité en ce qu'il nous permet :

- de mesurer objectivement nos progrès ;
- d'identifier les réformes prioritaires ;
- de renforcer la coordination interinstitutionnelle.

C'est donc, fort de cette approche que le Gouvernement avait validé la Feuille de route des réformes gouvernementales relatives à l'amélioration du climat des affaires à sa 32^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Ministres tenue le 21 février 2025.

Les réformes y relatives, élaborées en perspective notamment de la nouvelle méthodologie Business Ready de la Banque Mondiale ont, par la suite, été transformées en assignations ministérielles à charge de 20 Ministres réformateurs par Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement.

A ce jour, le suivi de la mise en œuvre est assuré par un dispositif qui fait intervenir le Ministère du Plan, l'ANAPI, la Cellule Climat des Affaires de la Présidence de la République et la Primature. Ce dispositif est soutenu par un Tableau Numérique de Suivi-Evaluation comme sentinelle de la Gestion axée sur les résultats.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Distingués invités en vos titres et qualités respectifs,**

De l'analyse du rapport Business Ready, il ressort que la République Démocratique du Congo, notre pays, a réalisé de façon générale les scores ci-après :

1. Sur le Premier Pilier relatif au cadre réglementaire : 63,3 sur 100 sur une moyenne de 60,4 en Afrique subsaharienne et de 66,3 dans le monde ;
2. Sur le Deuxième Pilier relatif aux Services Publiques : 26,6 suune moyenne de 38,9 en Afrique subsaharienne et une moyenne mondiale de 54,0 ; et
3. Sur le troisième Pilier relatif à l'Efficacité Opérationnelle : un score de 47,0 sur une moyenne de 51,7 en Afrique subsaharienne et 60,0 sur le plan mondial.

Il en découle que le pays est mieux classé au seul premier pilier, en l'occurrence, « le Cadre réglementaire ». Toutefois, il est important, au nom de la transparence, de rappeler que seul le secteur privé a contribué à la collecte des données. C'est pourquoi, dans le souci d'assurer l'équilibre dans le processus de collecte des données, il est recommandé que le Secteur Public y participe aussi.

Sur ce, l'ANAPI, en étroite collaboration avec la Cellule Climat des Affaires de la Présidence de la République et sous la coordination du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, sont à pied d'œuvre pour accompagner les différents points focaux du secteur public, qui seront notamment consultés par les équipes de la Banque Mondiale à l'occasion de la prochaine phase de collecte des données et de remplissage des questionnaires.

Conscient du fait que les enquêtes et la collecte des données pour le Business Ready 2026 commencent en mars 2026, et que les questionnaires doivent déjà avoir été envoyés aux contributeurs, le Gouvernement au travers de ses organes techniques va organiser une série de réunions techniques, en partenariat avec la Banque Mondiale afin d'accompagner le pays, pour permettre une bonne maîtrise de la méthodologie B-Ready ainsi qu'un remplissage cohérent des questionnaires.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Distingués invités en vos titres et qualités respectifs,**

La Banque Mondiale n'évaluera pas uniquement le pays à travers le Business Ready 2026, mais il est notamment prévu la publication du Rapport Business Ready infranational ou subnational qui aura

L'avantage de mettre en compétitivité les provinces ou états au sein d'une même économie donnée, afin de favoriser la compétitivité et le développement du Secteur Privé.

Pour ce faire, la République Démocratique du Congo verra en effet la Ville de Kinshasa, la Ville de Matadi, la Ville de Kisangani ainsi que la Ville de Kananga être mises en compétitivité dans le Business Ready subnational 2026 sur les indicateurs Création d'entreprise, Implémentation d'entreprise et Résolution des litiges.

Il va de soi que l'impulsion devrait être donnée aussi bien au niveau central qu'au niveau provincial pour améliorer davantage le positionnement de notre pays dans ce rapport stratégique.

Les réformes qui sont reprises dans la Feuille de route et transformées en assignations sont susceptibles d'améliorer la cotation du pays à la prochaine évaluation prévue en décembre 2026, pour autant que chaque acteur joue pleinement son rôle dans l'intérêt général.

Quant aux deuxième et troisième pilier, ils méritent notre attention. Les réformes prises doivent véritablement être matérialisées sur terrain. Nos services publics doivent être efficaces, numérisés et s'approprier des réformes prises. Nous devrions renforcer les capacités de nos services publics à mettre en œuvre les réformes décidées au niveau gouvernemental.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Distingués invités en vos titres et qualités respectifs,**

Dans les instants qui suivent, la Banque Mondiale, l'ANAPI ainsi que le Cabinet Youmann vont nous entretenir respectivement sur : (i) la méthodologie du Business Ready, (ii) la présentation de la cotation de la République Démocratique du Congo dans le Business Ready 2025 ainsi que sur (iii) la présentation de quelques actions phares, Quick Win, qui peuvent être mises en œuvre pour améliorer la cotation de notre pays dans le B-Ready 2026.

Je vous exhorte donc à suivre avec intérêt ces présentations, de nous en approprier et surtout, de propulser la mise en œuvre des assignations s'y rapportant.

Je nourris en moi la certitude que le processus de mise en œuvre des réformes entamée et en cours aboutira à des résultats bénéfiques et nécessaires pour notre pays, et sera la clé de voûte de son développement économique. Je compte donc sur l'implication de nous tous, chacun en ce qui le concerne.

**Et nous dirons donc :
Tous engagés, tous mobilisés,
Pour planifier,
Pour moderniser,
Et pour transformer des vies.**

Sur cette note d'engagement et de détermination :
Je déclare officiellement lancée la réunion du Comité de Pilotage du Groupe Thématique Sectoriel Climat des Affaires, Partenariat Public-Privé, Promotion de l'Investissement et de l'Emploi.

Je vous remercie.